



©FIDA/Gianluca Capaldo

# Investir dans les populations rurales en **Guinée-Bissau**

La Guinée-Bissau fait partie des pays les plus pauvres au monde. Avec les deux tiers de sa population de 1,8 million d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté, le pays se situe au 177<sup>e</sup> rang du classement de 189 pays relatif à l'indice de développement humain 2018. Depuis l'obtention de son indépendance vis-à-vis du Portugal en 1974, la Guinée-Bissau souffre d'instabilité politique chronique, laquelle a entraîné des déplacements de population, freiné la croissance et nuï aux efforts de lutte contre la pauvreté.

La pauvreté, particulièrement élevée dans certaines régions, accroît la marginalisation des groupes les plus vulnérables, notamment les personnes ayant un handicap, celles atteintes du virus de l'immunodéficience humaine et le syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/sida), les enfants, les femmes et les personnes en âge de travailler qui sont au chômage. La prévalence du VIH est de 3,7% chez les 15-49 ans, un chiffre relativement élevé par rapport aux pays voisins, la Guinée (1,7%) et le Sénégal (0,5%).

Plus de 20% des habitants des zones rurales sont exposés à l'insécurité alimentaire. Le manque d'accès à une alimentation suffisante, équilibrée et nutritive tient à l'instabilité politique, à l'irrégularité des précipitations et à la volatilité des prix dans l'agriculture. En conséquence, la malnutrition est très répandue dans le pays, notamment dans les zones rurales reculées, privées de services de santé adéquats et d'un accès suffisant à l'eau et aux



services d'assainissement, et où les pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant sont inadaptées. Environ 27% des enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance.

L'agriculture est le pilier de l'économie. Le pays dispose de terres agricoles fertiles et son climat permet de cultiver un large éventail de cultures, tandis que 75 à 80% de la population active est rurale. Cependant, pour des raisons historiques et du fait de la concentration économique du secteur, seules deux cultures dominent: le riz, pour la consommation intérieure, et la noix de cajou, une culture de rente qui représente 95% des exportations du pays.

Les perspectives de croissance économique et de réduction de la pauvreté sont très incertaines. La fragilité du pays se ressent dans les zones rurales, où l'on observe un manque d'investissement dans les infrastructures, qui se dégradent, des équipements obsolètes, et de très faibles niveaux de production, aggravés par les changements climatiques. Malgré ces besoins pressants, les capacités d'exécution restent limitées.

La dépendance excessive vis-à-vis de la culture de la noix de cajou expose les deux tiers de la population à des chocs économiques. Ces dernières années, la production de noix de cajou s'est développée de manière irrégulière et non durable en raison de la hausse de la demande des importateurs asiatiques. Les noix sont exportées avec une très faible valeur ajoutée et les anacardiés (arbres à noix de cajou) ont remplacé la végétation d'origine, avec des conséquences préjudiciables.

Malgré des conditions agroécologiques favorables au développement de l'agriculture familiale, dans un pays à la tradition rizicole très ancienne, la production céréalière nationale ne suffit pas à couvrir les besoins du pays. En 2017-2018, le déficit céréalier brut était de 202 000 tonnes; le pays dépend du riz importé d'Asie, 30 à 40% moins cher, lorsqu'il atteint le consommateur, que le riz produit dans le pays, bien que ce dernier soit préféré pour ses qualités organoleptiques. Plus de 40% de la production locale de riz est perdue chaque année en raison de la mauvaise qualité des semences et du manque de matériel de récolte adéquat, selon l'Institut national pour la recherche agricole.

## Éradiquer la pauvreté rurale en Guinée-Bissau

La Guinée-Bissau est dotée d'un fort potentiel agricole, avec 1,6 million d'hectares de terres agricoles, qui représentent 45% de la superficie totale du pays. La superficie actuellement cultivée est estimée à environ 300 000 hectares, soit 18% de la superficie agricole potentielle.

La noix de cajou est le principal produit d'exportation du pays; elle représente 60% de son revenu, mais bénéficie assez peu des investissements publics dans le secteur agricole ou du développement de l'agriculture familiale. Ainsi, la diversification économique, soit en amont de la filière, soit par l'amélioration des techniques agricoles et de l'accès aux marchés, est essentielle pour atteindre une croissance durable et lutter contre la pauvreté.

La Guinée-Bissau est résolue à apporter de la valeur ajoutée au secteur de la noix de cajou, conformément à la stratégie de développement nationale Terra Ranka (2015-2025) du gouvernement. Pour compenser le faible niveau de transformation locale de la noix de cajou, Terra Ranka a pour ambition de quadrupler le revenu créé par ce secteur en transformant localement au moins 30% de la production, en renforçant la valeur de la production en agissant sur la qualité, le rendement et les prix, et en intégrant les circuits commerciaux des marchés les plus rentables.

Des investissements dans le secteur rizicole ont par ailleurs été réalisés, notamment pour répondre au problème des pertes après récolte. Renforcer la productivité des systèmes de production de riz et les moderniser dans toutes les fermes familiales est une condition nécessaire, mais pas suffisante, pour garantir la relance de l'agriculture familiale et du potentiel socioéconomique des fermes familiales.

Face à l'importance du défi nutritionnel à relever, la Guinée-Bissau a renforcé ses efforts de lutte contre la malnutrition. En 2014, le pays a rejoint le mouvement Renforcer la nutrition, lancé en 2009 sous la forme d'un processus collaboratif et qui s'est transformé en un mouvement à la fois stimulé et renforcé par l'intérêt politique pour la nutrition

manifesté par aussi bien par les responsables du gouvernement que par les partenaires de développement. Le gouvernement a adopté une politique nationale en matière de nutrition, créé une journée nationale de la nutrition (le 18 novembre) et s'est engagé à mettre en place un cadre de coordination multisectoriel pour renforcer les synergies entre toutes les parties prenantes afin de combattre efficacement la malnutrition.

## La stratégie du FIDA en Guinée-Bissau

La note de stratégie de pays actuelle du FIDA pour la Guinée-Bissau se fonde sur les priorités politiques définies par la stratégie de développement nationale du pays Terra Ranka (2015-2025), ainsi que sur les axes et programmes prioritaires sectoriels du Programme national d'investissement agricole (PNIA 2e génération, 2017).

La note de stratégie de pays guide les opérations du FIDA en Guinée-Bissau sur la période 2019-2021. Elle cherche à transformer les zones rurales les plus vulnérables grâce à la diversification des systèmes de production dans les bassins versants secondaires, tout en tenant compte des thèmes transversaux de l'organisation – environnement, changements climatiques, égalité des sexes, nutrition et jeunesse – et de la stratégie du FIDA pour les pays en situation de fragilité.

Le FIDA s'appuie sur le dynamisme des jeunes et des femmes en première ligne dans les bas-fonds, tandis que la promotion de l'agroécologie rend les systèmes agricoles plus résilients face aux changements climatiques grâce à l'association de cultures complémentaires et à la conservation des sols et des ressources en eau. La disponibilité d'une gamme plus étendue de produits et l'éducation nutritionnelle permettront de diversifier le régime alimentaire des adultes, et surtout des enfants.

Les principales activités menées par le FIDA en Guinée-Bissau sont les suivantes:

- promotion de la réduction de la pauvreté, amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et amélioration de la gestion des ressources naturelles par la création d'institutions rurales plus fortes et l'amélioration de l'accès à des services de finance rurale, en particulier dans les régions pauvres et exposées aux catastrophes naturelles de Quinara et Tombali;
- appui aux activités de redressement d'après-crise dans le pays et promotion de la prévention des crises;
- intégration des questions d'égalité des sexes à l'ensemble des services et activités relevant des projets;
- mobilisation de l'expérience et des capacités des organisations non gouvernementales et de la société civile pour compléter la fourniture de services publics dans les zones ciblées.

## Opération en cours



## Projet d'appui au développement économique des régions du Sud

Le Projet d'appui au développement économique des régions du Sud (PADES) vise à relancer l'économie rurale, améliorer la sécurité alimentaire et lutter contre la pauvreté rurale dans les régions de Tombali, Quinara, Bolama et Bijagos. Environ 40% des bénéficiaires directs sont des femmes et 42% sont des jeunes.

Le projet PADES s'inspire de certaines activités menées dans le cadre d'un projet précédent, le Projet de réhabilitation rurale et de développement communautaire, notamment celles relatives au développement communautaire et à la microfinance. Par ailleurs, le projet en cours met davantage l'accent sur le développement économique en ciblant les infrastructures et la promotion de la riziculture.

La réhabilitation des mangroves situées dans la zone du projet pour y pratiquer la riziculture est un élément central de PADES. Actuellement, la production de riz répond à un tiers de la demande locale.

En outre, le projet contribue à développer d'autres activités génératrices de revenus, comme le maraîchage ou le petit élevage, à renforcer les capacités des organisations rurales et à améliorer l'accès aux marchés. Le coût total du projet PADES s'élève à 18,97 millions d'USD.



©FIDA/Gianluca Capaldo

Le FIDA investit dans les populations rurales, en dotant celles-ci des moyens de réduire la pauvreté, d'accroître la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de renforcer la résilience. Depuis 1978, nous avons octroyé 20,9 milliards d'USD sous la forme de prêts à faible taux d'intérêt et de dons en faveur de projets qui ont bénéficié à quelque 483 millions de personnes. Le FIDA est une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies dont le siège est à Rome – centre névralgique des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.






### Contact

Gianluca Capaldo  
Directeur de pays  
Bureau du FIDA au Sénégal  
Villa 1427 – Almadies  
Dakar, Sénégal  
g.capaldo@ifad.org



Investir dans les populations rurales

Fonds international de développement agricole  
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie  
Tél: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463  
Courriel: ifad@ifad.org  
www.ifad.org

 facebook.com/ifad  
 instagram.com/ifadnews  
 linkedin.com/company/ifad  
 twitter.com/ifad  
 youtube.com/user/ifadTV

Juin 2019